Le gouvernement et ses partenaires engagés à améliorer la desserte

Dossier de

de /> la rédaction de H2o April 2014

La

détermination a été clairement exprimée à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau célébrée le 22 mars. Le gouvernement congolais et des bailleurs de fonds ont exprimé, le 22 mars, au cercle de Kinshasa, leur engagement à améliorer la desserte en eau potable dans le pays. C'était en rapport avec le thÃ"me international de la journée "Eau et énergie", et le thÃ"me national "Eau potable pérenne et en quantité suffisante".

L'activité

organisée à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau, soutenue financiÃ"rement par Wash Consortium dont Sébastien Longville est le directeur national, a permis à tous les structures partenaires dans le secteur de l'eau représentées de faire un état de lieux de la desserte d'eau potable dans les différentes parties de la RDC et de marquer leur détermination à travailler davantage en vue de l'amélioration de la situation.

Établissant un aperçu sur le sous-secteur, notamment sur les défis et les perspectives, l'administrateur délégué de la REGIDESO, représenté par le coordonateur de la Cellule technique d'exécution eau, Jean-Louis Bongungu, a noté que malgré que cette entreprise soit implantée dans les onze provinces du pays, avec 97 centres d'exploitation, le taux d'implantation reste de l'ordre de 24 % par rapport au nombre d'agglomérations identifiées, faisant partie des centres urbains et semi-urbains, à charge de la REGIDESO. "Le challenge est donc encore important pur couvrir la desserte en eau de l'ensemble de l'espace urbain de la RDC", a-t-il souligné.

Pour

le responsable de la régie, les réformes en cours engagées par le gouvernement de la République visent à améliorer la situation de la desserte en eau en milieu urbain en proie présentement à des difficultés énormes. Selon cette entreprise, pour y parvenir, il est requis l'apport de tous les acteurs du secteur de l'eau dans le pays. "C'est ici l'occasion pour nous de solliciter auprÃ"s du gouvernement, de l'ensemble des bailleurs de fonds internationaux et des usagers de l'eau leur appuis pour la relance du sous-secteur afin de sortir du paradoxe actuel caractérisé par un taux de desserte extrêmement faible dans un environnement d'abondantes ressources en eau", a souligné le représentant.

De

leur côté, les bailleurs de fonds de ce secteur, par leur représentant, Simon Stumpf, qui ont souligné la valeur du patrimoine hydrique de la RDC, ont souligné l'absence d'un cadre juridique adéquat permettant au pays de travailler afin d'atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement. Pour ces derniers, l'absence d'une eau saine expose les

populations à toutes les difficultés et des maladies, avec leurs conséquences tant sur le plan financier qu'humain. C'est dans cette optique qu'ils ont réitéré leur appui au gouvernement congolais pour accroître l'accÃ"s à l'eau potable, a travers l'appui technique et financier ainsi que l'appui à l'amélioration de la coordination dudit secteur. Ces derniers ont également sollicité l'implication des acteurs congolais tant publics que privés. "Nous demandons au gouvernement congolais de prendre des mesures permettant de soutenir ce secteur",

a-souligné Simon Strumpf. Il s'agit, selon lui, notamment de l'adoption du Code de l'eau, qui constituera la mise en place d'un cadre institutionnel définissant les rÃ'les des intervenants, un appui matériel et financier en vue de la restructuration du Comité national d'action de l'eau et de l'assainissement (CNAEA), la création d'un groupe thématique eau et assainissement, qui constituera un cadre propice pour la concertation sur les questions liées à ce secteur entre le gouvernement et des partenaires techniques et financiers. Les partenaires ont également sollicité de favoriser un environnement des finances publiques favorables A la gestion du secteur, le dA©sengagement effectif de l'‰tat dans les entreprises publiques, l'ouverture d'un partenariat public-privé et le paiement des factures des instances officielles dues A la REGIDESO afin de permettre sa restructuration, etc. "MÃame si les défis du secteur paraissent énormes, nous sommes persuadés qu'une bonne politique et une bonne coordination entre les différents partenaires du secteur, nous sommes convaincus que la RDC honorera ses engagements liés à l'eau", a souligné le représentant des bailleurs des fonds.

Justifiant

l'organisation de cette journée, le CNAEA a noté que la RDC, avec plus de 70 millions d'habitants, est l'un des pays d'Afrique ayant actuellement le taux d'accès le plus faible en eau potable (26 %). Selon cette structure, en effet, l'alimentation en eau potable est encore très faible en milieu rural où environ plus de 50 % des populations n'ont accès à aucun service social de base. "La RDC est en dessous de la moyenne sous-régionale et régionale en matière d'approvisionnement en eau potable, malgré les efforts déjà consentis par le gouvernement et surtout par les bailleurs de fonds, elle ne sera malheureusement pas au rendez-vous des OMD de 2015", a souligné le CENAEA.

La journée a

également visé de préparer une plaidoirie à adresser au chef de l'État et au chef du gouvernement pour solliciter l'affectation de plus de ressources financiÃ"res et humaines dans un cadre de gestion harmonisée où les attributions des différents ministÃ"res techniques sont complémentaires. Elle avait également comme ambition, d'harmoniser les activités de visibilité que se proposent de présenter les différents ministÃ"res techniques et projets, de préparer un message sur l'importance de l'eau potable dans le développement de la RDC et d'instituer une commission annuelle pour l'organisation de la célébration des journées mondiales du secteur Eau, hygiÃ"ne et assainissement.

Lucien Dianzenza, Les DépÃaches de Brazzaville - AllAfrica 24-03-2014